

apl

INFORMATIONS
REGIONALES

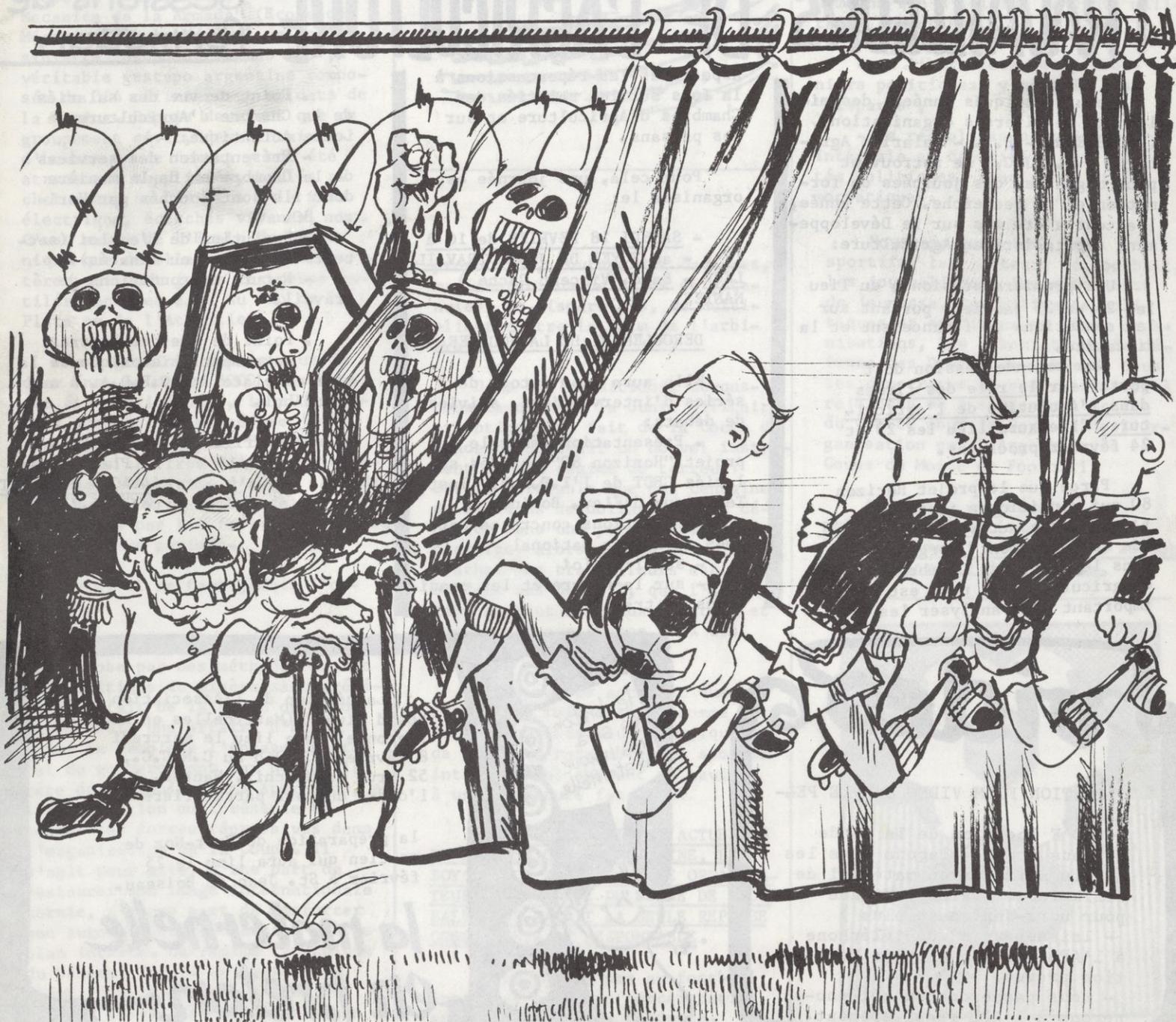
n°17 - 7 février

dir. B.Lambert

2F 50

argentine

LE BOYCOTT S'ORGANISE



GRÈVE A L'ÉCOLE D'ARCHI

Les étudiants de l'Unité Pédagogique d'Architecture de Nantes sont en grève illimitée depuis le 11 janvier ... contre un projet de réforme qui veut ajuster l'enseignement aux seuls besoins du patronat... (voir APL no.).

Pour étendre la grève ils ont fait un tour de France des Ecoles d'Archi: Lille, Nancy, Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Paris. La mobilisation est inégale, mais suite aux interventions des étudiants de Nantes, Strasbourg et Lille se sont mis en grève; la plupart sont en bonne voie, ça commence...

A Nantes, la semaine dernière, l'intervention des étudiants dans une réunion regroupant 3 professions (promoteurs, administrateurs de biens et syndics d'immeuble)

devant créer un syndicat pour "améliorer le cadre de vie" (eh oui...)). Comme on pouvait s'en douter, le débat a tourné court, malgré la volonté de dialogue et d'ouverture de ces messieurs. Conférence de Presse le 24, interview sur F R 3 et Radio Armorique, Fête de Soutien réussi le 25 (1300 entrées): on s'est fait du fric pour le tour de France. On organise une co-ordination nationale le 7 à Clermont-Ferrand. Les profs font une manifestation nationale le 9 à Paris. Projet d'intervention sur Conseil de l'Ordre et contre coup la dessus... ouf.

Plus de détails la semaine prochaine...

MANIF prévue Mardi 7 février sur le plateau piétonnier.

Correspondance APL



TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE Sessions de formation

Depuis quelques années, des militants de diverses organisations (F.D.S.E.A. - P.T. - Salariés Agricoles - M.R.J.C.) se retrouvent pour organiser des journées de formation et de recherche. Cette année, l'accent a été mis sur le Développement capitaliste en Agriculture:

Une première session a eu lieu les 24 et 25 janvier, portant sur les conditions de financement et la fiscalité.

Une seconde session doit porter sur le rôle des firmes dans l'évolution de l'agriculture. Elle aura lieu les 23 et 24 février prochains.

Parce que le projet Horizon 80 qui conditionne fortement l'avenir des activités dites "de Développement", organisées dans le cadre des Chambres d'Agriculture, il nous est paru important d'en analyser les

aspects et les répercussions à la fois sur les salariés des Chambres d'Agriculture et sur les paysans.

Pour cela, une journée est organisée le:

- SAMEDI 18 FEVRIER de 10 à 17 h - au FOYER DU JEUNE TRAVAILLEUR - Bard. Vincent Gâche à NANTES.

DEROULEMENT DE LA JOURNEE:

Elle aura lieu autour de 3 séries d'interventions, suivies de débats:

- Présentation générale du projet "Horizon 80" par des salariés CFDT de l'I.T.E.B. (Inst. Technique d'Elev. Bovin).

Implications concrètes perçues au niveau national

- sur l'emploi
- sur la nature et les conditions de travail.

• Point de vue des salariés de la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique:

- Présentation des services de la Chambre et de la manière dont ils sont touchés par Horizon 80.

- Evolution de l'emploi (secteurs maintenus ou menacés).

- Nature et conditions de travail.

• Point de vue des Paysans: notamment: historique de la mise en place des C.R.D.A. à aujourd'hui.

S'inscrire à: Jean MARTIN
La Planchette
44140 - MONTBERT
tel. 26.73.43

video

LOCATION FILM VIDEO SUR LE PELLERIN

- 50 F location de la bande
- nous nous déplaçons tous les mardis soir, avec matériel de diffusion (frais d'essence pour hors-Nantes en plus)
- laisser un n° de téléphone à l'APL avec la date de location prévue.
- nous passerons ou téléphonerons à l'APL régulièrement.



La réunion de l'Association "Evid Diwan" (Maternelles en Langue Bretonne) aura lieu le mercredi 8 février 20.30 h au C.N.C.C., 52, rue du Marchix, Nantes. A l'ordre du jour particulièrement

la préparation du Fest-Noz de soutien qui aura lieu le 25 février à St. Jean de Boiseau.

la maternelle en breton

FOOTBALL, OUI MAIS PAS EN ARGENTINE

LE COUP D'ENVOI DU BOYCOTT

La Coupe du Monde de Football, prévue en Argentine en juin 1978, aura-t-elle lieu entre les camps de concentrations?

L'Equipe de France de Football, qualifiée le 16 novembre dernier, jouera-t-elle à 800 mètres du pire centre de tortures du pays? C'est en effet la distance qui sépare le stade de River Plate, où doivent se dérouler plusieurs matchs de la Coupe du Monde, de "L'Escuela de Mecanica de la Armada" (Ecole de Mécanique de la Marine), siège du sinistre "Grupo de Tareas 3-3", véritable gestapo argentine composée de 314 officiers et soldats de la Marine. Depuis deux ans que ce groupement sévit, des centaines d'hommes et de femmes y ont été atrocement suppliciés, brûlés au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants, etc. C'est aussi de l'Ecole de Mécanique que décollent les hélicoptères qui vont jeter les corps mutilés dans les eaux du Rio de la Plata ou de l'Atlantique.

En Argentine, depuis plus de deux ans, au moins 8000 personnes ont été emprisonnées, le plus souvent sans aucune procédure judiciaire, et 15 000 ont "disparu", selon les chiffres d'Amnesty International. On estime d'autre part de 8000 à 10 000 le nombre de personnes assassinées par les forces de l'ordre dans la même période.

Cela, il ne faut jamais l'oublier.

La junte militaire argentine, qui impose par des méthodes nazies une politique de misère sans précédent, a fait de la Coupe du Monde de Football une affaire d'Etat, comme en témoigne l'engagement total du gouvernement par dessus la tête des organisations sportives, et l'intervention omniprésente de toutes les forces répressives dans l'organisation de la Coupe. Il s'agit pour elle, d'une part de restaurer son image internationale ternie, d'autre part de renforcer son autorité et sa cohésion sur le plan interne. Le régime tyrannique du Général Videla se heurte en effet, depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976, à la résistance populaire: grèves, sabotages de la



production, coulage des cadences, manifestations de mères de détenu(e)s et disparu(e)s, se multiplient contre la faim de l'arbitraire.

Dans ces conditions, devons-nous cautionner la Junte militaire argentine, qui fait de la Coupe du Monde de Football un nouvel instrument de son régime de terreur? Est-il tolérable que des centaines de millions de dollars soient dépensés dans une pure opération de prestige, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs est tombé en deux ans de 65 %, que l'inflation atteint des taux records, et que le chômage frappe 15 % des travailleurs?

Pouvons-nous accepter que se tienne une fois encore, comme à Berlin pour les Jeux Olympiques de 1936; un rassemblement sportif international servant de caution à une dictature fasciste?

DANS LES CONDITIONS ACTUELLES DE REPRESSION EN ARGENTINE, LE BOYCOTT DE CE PAYS COMME ORGANISATEUR DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL NOUS PARAIT LA SEULE REPOSE CONSEQUENTE ET RESPONSABLE.

On ne jouera pas au football entre les camps de concentration et les chambres de tortures.

La Coupe du Monde ne doit donc avoir lieu ni en Argentine, ni dans un autre pays où les Droits de l'Homme sont bafoués.

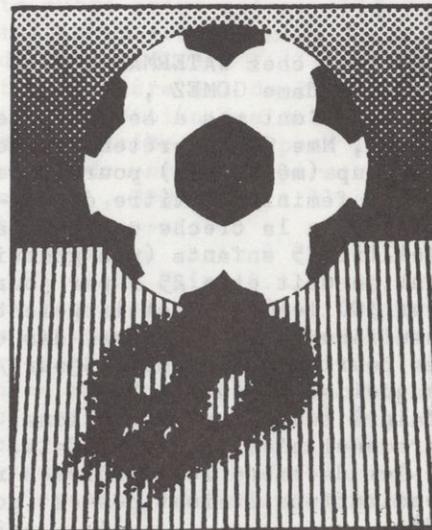
Le Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football multipliera les démarches et les initiatives pour que l'équipe de France ne se rende pas en Argentine, ni dans un pays où les libertés démocratiques ne sont pas respectées, à moins que d'ici là, la Junte militaire argentine:

- ne libère tous les prisonniers politiques, y compris les "disparus",

- ne rétablisse de manière intégrale et définitive les libertés politiques, syndicales et démocratiques.

Nous appelons tous les sportifs, les amateurs de football, les journalistes, les mouvements de jeunesse, les militants politiques et syndicaux et leurs organisations, les associations de défense des Droits de l'Homme, tous les démocrates et progressistes, à rejoindre ou à soutenir l'action du Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football.

A Nantes, une réunion est prévue pour constituer un Comité local, le mardi 14 février à 20.30h à la Fraternité Protestante.



la lutte paie !!!

Waterman vous connaissez ? L'usine pilote située dans la ZIL de Saint Herblain . Plus de 300 femmes y travaillent comme O.S au rendement , dans des conditions rendues parfois insupportables par le bruit , la chaleur (en permanence 27° dans certains ateliers) la salissure . Les temps sont de plus en plus durs , lorsque les filles font un boni maximum, elles augmentent leur paye de 200 F par mois , mais à quel prix ! Elles sont unanimes, les cadences c'est inhumain , ça ne devrait pas exister , c'est humiliant , dégradant. Pourtant elles font à peu près le boni maxi. Les charges à payer , la bouffe qui augmente sans arrêt les enfants qui grandissent , les y obligent .

En ce moment , il y a du boulot, il faut accepter de travailler en 2X8 ou c'est la porte ! encore la vie de famille qui en prend un coup! et la santé , les 2X8 permettent d'en faire un peu plus à la maison, les temps libres sont utilisés pour les travaux ménagers, on croit avoir plus de temps , et finalement, on est beaucoup plus crevées. Le mari , bien souvent fait les équipes, et dans la plupart des cas , à feu continu . Concrètement , cela signifie que les week-end, il le passe à l'usine , et elle à la maison avec les mômes. Tout ça c'est pas une vie , mais quoi faire d'autre ?

la triste réalité ...

Pourtant chez WATERMAN , à en croire madame GOMEZ , le PDG , les O.S n'ont pas à se plaindre, mieux , Mme GOMEZ prétend faire beaucoup (même trop) pour le personnel féminin. A titre d'exemple il y a la crèche q i peut accueillir 25 enfants (pas gratuitement, ça doit être 25 F par jour) pour 300 femmes c'est largement insuffisant. Il y a aussi des congés pour enfant malade (3jours/an) de quoi se plaint-on ?

Malgré toutes ces attentions, le personnel n'est pas satisfait, et le 1er décembre les dernières revendications étaient posées (pour 77).

- Rattrapage par rapport aux indices syndicaux + 1,44 %

- Suite aux décalages des augmentations 4,30% du salaire individuel sous forme de prime de manque à gagner ex: OS=2000 F X 4,30= 86 F

- 100 F uniforme , soit environ 3% du salaire moyen usine(2500F) d'amélioration du pouvoir d'achat

- Majoration de 100F de la prime de fin d'année .

A tout cela Mme GOMEZ n'a pas voulu répondre , ou alors peut-être en février 78 .

drôle d'anniversaire

Le 20 décembre Waterman fêtait son 10ème anniversaire en grande pompe. Mme GOMEZ était là , elle avait invité le préfet , des banquiers, et autres personnalités, il y avait des CRS pour protéger tout ce beau monde. Un pot était prévu à la cantine à 18 H tout le personnel y était invité. Chez WATERMAN , le personnel débouche à 16H30 , donc pour y participer , il aurait fallu rester à attendre tranquillement 1H30 sur le parking . Quand on invite des gens , en sachant certainement qu'ils ne pourront pas venir , (la plupart des filles viennent en bus et les bus partent au plus tard vers 5H moins 20) . Alors pourquoi le fait-on ? par principe , par obligation , ou encore une fois pour faire bonne mine et avoir la conscience tranquille .

Les filles , elles aussi ont des principes, les pots avec Francine GOMEZ et Cie , elles n'ont rien à foutre, d'ailleurs on ne trinque pas avec ces gens là . Mais faudrait pas trop se foutre du monde .

Elles sont venues , et pas à 18H , mais à 15H30 , pas pour boire un coup , mais pour manifester et présenter une fois de plus leurs revendications; elles étaient munies de pancartes , et plus nombreuses que d'habitude. A 18H, heure d'arrivée de Mme GOMEZ , il restait environ une trentaine de filles sur le parking.

Rien n'a abouti, il a fallu poursuivre l'action, elles ont fait des grèves perlées de 1/2 h à 1H par jour, au total 17H. Pendant toute la durée de ces grèves , le % des grévistes a été plus fort et constant .



Pub' de luxe... travail de luxe? : au laquage des stylos, les ouvrières respirent des produits toxiques qui attaquent des globules blancs...

Une forte tension régnait en grévistes et non grévistes. Pendant le temps de grève , les filles se réunissaient à la cantine les déléguées donnaient des informations sur l'état des négociations . Les A.G à la cantine ça ne favorise pas les discussions , il faudrait mieux les faire par atelier. Mais jusqu'ici , c'est toujours ce fonctionnement qui a été retenu .

Dans un premier temps ; voyant la détermination des filles et pensant arrêter le conflit , elle a cédé.

- Elle a donné 3% tout de suite - Rattrapage 1,56(3-1,44) soit 31F pour une O.S. Il reste donc 55F

- 1,50% au premier janvier 1978 ce qui représente environ 50 F du salaire moyen.

- 36,50F pour la prime de fin d'année , reste 63,50F

D'autre part , elle a donné la prime Barre pour les travailleurs manuels (120F) , en précisant toutefois qu'elle était très gentille.

Le personnel ne pouvant accepter ces maigres satisfactions , les grèves ont donc continué, et les derniers accords ont été signés le 18 janvier . Les avantages et précédents ont été maintenus pour les revendications 1 et 2 , pour la 3, ça c'est transformé en une prime uniforme de 50 F et pour la prime de fin d'année , c'est aussi 50 F qui ont été obtenus .

Ce n'est pas une victoire totale mais le fait que les travailleuses ont été mobilisées pendant toute la durée du conflit , que le % des grévistes était supérieur à l'habitude , montre que les filles n'ont pas l'intention de s'en tenir là . En février , les revendications de 78 seront discutées, ALORS.....

A SUIVRE...

CORRESPONDANT APL

pub nucléaire à l'usine

(tract cfdt)

- Patrons/EDF, main dans la main pour le programme nucléaire: Ou quand l'EDF (Le Sieur LIGNAT qui s'est rendu célèbre au Pellerin récemment, était présent à la réunion) recrute des propagandistes du Nucléaire.

Le mardi 10 janvier 1978, à 17 h se déroulait aux A.C.B., dans la salle de réunion "Fabrication" une réunion ou avaient été conviés, soit par note de service, soit par téléphone, soit par les secrétaires (c'est-à-dire par les circuits normaux et habituels de transmission de l'information) des ingénieurs et cadres de tous services, des projecteurs et dessinateurs des bureaux d'études nucléaires.

D'après les notes de service, il s'agissait d'une conférence-débat sur le thème "les forgerons des temps modernes".

Beaucoup ont cru à une présentation technique avec film.

D'entrée de séance, les promoteurs de la réunion (cadres supérieurs des A. C. B. et personnes extérieurs à l'entreprise) présentaient la SFEN (Société Française d'Energie Nucléaire).

Dans cette présentation, on annonçait que le groupe Val de Loire de la SFEN est patronné (entr'autres personnalités politiques) par le sénateur CHAUTY. Pendant ce temps étaient distribués des feuillets dont l'un à remplir avec nom, adresse, etc...

Après projection d'un film court, les questions abordées traitaient plus de moyens de promouvoir le nucléaire (rapports à éviter avec les "hippies" du CRIN, main mise sur les masses-média...) que de problèmes techniques.

La Cfdt est intervenue lors du C.C.E. du 19 janvier 1978 pour demander des précisions sur ce genre de réunion.

Mr. Q'NEIL, P. D. G. n'a pas eu l'air au courant, mais MM. Décottignies et PAOLI l'étaient bien, puisqu'ils étaient présents le 10, (Chefs du Personnel).

Mr. GARNIER nous a dit qu'il était membre de la SFEN et que c'était une société savante.

racolage ?

La Cfdt, sans se prononcer sur le caractère savant de cette société s'élève contre l'utilisation des moyens de l'entreprise dans un but de propagande (patronnée par certains hommes politiques) et même de racolage (voir le bas du feuillet à remplir).

Le patronat ne dit-il pas avec force qu'il ne veut pas de politique dans l'entreprise?

Pourquoi ne pas organiser des réunions avec des associations?... (par exemple le GSIEN - Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) qui ont pris position contre le programme électronucléaire français?

Cela fait aussi longtemps que la direction la refuse.

Dans le même temps, refuser l'information demandée par les organisations syndicales, et organiser des réunions sur le temps de travail, touchant à des choix à caractère politique (programme énergétique français) n'est pas poser problème.

Remarque: certains participants se sont demandés si les chefs du personnel étaient là pour noter les présents à cette réunion et leur attitude. La question reste posée.

Post Scriptum: Les A. C. B., filiale du Trust Alsthom Atlantique, travaillent de plus en plus pour le nucléaire.

Mais ils ne mettent pas tous leurs oeufs dans le même panier. Dès à présent, on y étudie des chaudières à énergie solaire...

P.T.T. - P.T.T. - P.T.T. des primes et des postes

Les chiffres parlent d'eux-mêmes sans qu'il soit besoin d'ajouter quelque chose. L'écart existant entre les primes des plus petites catégories de personnel (les plus nombreuses) et les plus hautes est d'une injustice flagrante; 450 F à 13.300 F. Il est vrai que les fêtes de fin d'année n'ont pas le même prix pour tout le monde!!

Cette prime de rendement se joint à une autre payée en deux fois dans le courant de l'année; cette autre prime est appelée très justement et ironiquement "prime d'exploitation" !!!!!

Cette dernière est de 2138 F en tout. L'addition des deux saules primes n'excède pas, pour la plus grande partie du personnel d'exécution, 3000 F soit à peine un treizième mois.

Il y avait un choix à faire, et les PTT l'ont fait; il vaut mieux dépenser quelques millions dans le tournage d'un court-métrage démagogique à souhait et visionner dans plus de 2000 salles de cinéma en France que de se pencher plus attentivement sur les vrais besoins de son personnel, et ses problèmes de fin de mois.

CORRESPONDANT APL



VOICI QUELQUES FORMULAIRES À REMPLIR POUR RECEVOIR UN ECHANTILLON GRATUIT D'ENERGIE NUCLEAIRE BRUTE ...

... SANS AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT !
★ EMBALLAGE CADEAU ★ ★ ★
SE MEFIER DES DEMARCHEURS CHEVELUS ET DES CONTREFAÇONS

les p'tits navires ...

Les marins des pétroliers ARMOR et ARCOAT ont repris le travail mardi après un mois de grève (cf APL N°16)

L'armateur, la SOCATRA (Société d'armement et de transport) a accepté les revendications :

- Pour un mois à bord correspond un mois à terre.

- Deux équipages de 8 hommes chacun sur l'ARMOR, ce qui permet l'alternance et l'emploi de 16 marins pour un seul navire.

Drôle de conflit que celui de l'ARCOAT où les marins ont joué le rôle de "médiateur" entre l'ancien armateur et le nouveau, à leur plus grand avantage.

Rappelons que la SOCOMMAR, propriétaire de l'ARMOR et de l'ARCOAT avait décidé de vendre l'ARCOAT invoquant pour prétexte que celui-ci ne rapportait pas assez. En réalité, M. BOZZONI, PDG de PETROMER, société garante des navires avait été démis de ses fonctions par ses deux associés M. MOTTEY et SADANNE, ces deux derniers ayant 53% des actions à eux deux. M. BOZZONI est l'ami particulier de M. PAYOT, direc-

teur, chargé de toutes les affaires de la SOCOMAR. Alors un petit service entre amis.....

La SOCOMAR décide de rompre le contrat avec la PETROMER pour le motif invoqué plus haut, et M. BOZZONI, ayant créé une société d'armement, reprend l'ARCOAT, un navire qui en fait rapporte bien.

Et les équipages ?

Ils se sont retrouvés sans armateur. La PETROMER considérait qu'elle n'avait plus l'ARCOAT, et BOZZONI, dans la coulisse, n'apparaissait pas comme un nouvel armateur.

Pour finir, la PETROMER tenait à ce que le trafic reprenne au plus vite, d'autant plus que les marins de l'ARMOR, tous présents à bord pour assurer le service de sécurité devaient être payés, et M. BOZZONI tenait de son côté à récupérer le bateau.

L'équipage pris dans ce conflit entre armateurs, a donc su en profiter au mieux. BRAVO.....

CORRESPONDANT APL

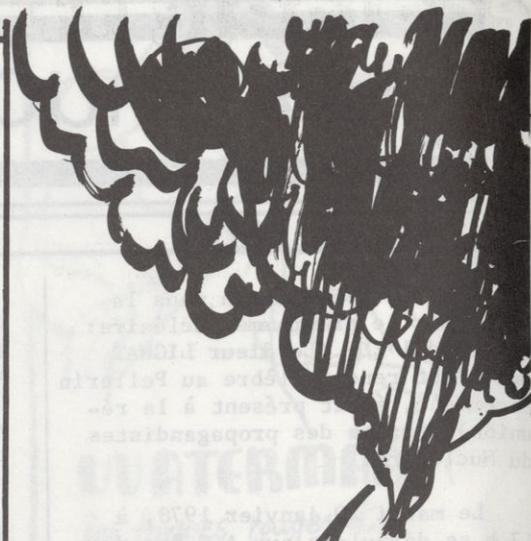
Trignac: garage en panne

Depuis le 10 janvier, 11 ouvriers de TRIGNAC mènent une lutte originale, pour obtenir la revalorisation de leurs salaires.

Employés par la famille HOUGARD dans un garage de réparations automobiles ils estiment qu'ils sont surexploités et le démontrent aisément.

Leurs salaires sont inférieurs de 40% à ceux versés dans la métallurgie; les employeurs, refusent d'augmenter leurs salaires, et de verser le 13ème mois. On sait également que le gouvernement a conseillé au patronat de verser une prime de 120 F aux travailleurs manuels. La famille Hougard refuse aussi cette prime.

Comment faire céder ces patrons bornés ? Les ouvriers ont décidé la grève et proposent à tous les travailleurs qui se sentent solidaires de venir les voir : leurs voitures seront réparées gratuitement. Ils ont besoin du soutien de la population de ST NAZAIRE, alors n'hésitez pas, TOMBEZ EN PANNE !



Rien de nouveau sur le front du "Feu", les négociations du mardi 31 n'ont rien donné.

Les Pompiers et la Mairie restent sur leurs positions.

La Mairie ne voulant pas signer d'accord avant d'en avoir discuté avec "L'Association des Grandes Villes de France". Les Pompiers eux demandent l'application de la convention signée par POHER président de l'Association des Maires des Villes de France.

écologie 44

"L'impasse nucléaire et ses alternatives"

Date et Lieu: Les 11 et 12 février 1978 à Nantes, à la Bourse du Travail, rue Arsène Leloup.

Horaires: Samedi: Accueil à partir de 14 h. Communication à partir de 15 h.

Thèmes abordés, (Programme provisoire et incomplet):

Samedi Après-Midi: Aspects principalement techniques

- L'impasse écobiologique
- L'impasse du retraitement
- Les problèmes des réacteurs PWR

Samedi Soir: Les luttes au Pellerin (Montage vidéo et discussion): Salle 1

Les conditions de travail dans le nucléaire: Salle 2

Dimanche Matin: Problèmes économiques et politiques du nucléaire

Dimanche Après Midi: Les alternatives au nucléaire

- montage diapo sur l'énergie solaire
- l'énergie solaire et le programme PIRDES
- énergie et habitat

Entrée libre et participation aux frais.

DE L'URANIUM A LA TURBALLE

APPEL AUX ORGANISATIONS CONCERNEES

En 1985, les centrales nucléaires engloutiront 100 000 tonnes d'Uranium préablement enrichi.

Toute la chaîne du nucléaire ne peut exister sans les mines d'Uranium ou l'on extrait le minerai à grand coût.

Un gisement des plus importants de France a été découvert pas loin de la TURBALLE: L'enquête d'Utilité Publique est ouverte depuis le 28 janvier en la Préfecture de Nantes (!...)

VOUS, QUI VOUS ETES DEJA OPPOSES A LA CENTRALE DU PELLERIN!!! VOUS DEVEZ AGIR CONTRE ce qui pourra la faire fonctionner: UNE MINE D'URANIUM.

inculpez les flics!

ST JEAN DE BOISEAU
CENTRALE DU PELLERIN

le 28 décembre 1977

Monsieur le Ministre des Armées -
Ministère de la Défense
14, rue St Dominique
75007 PARIS

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants, de manière à ce qu'en application de l'article 113 du Code de Justice Militaire, vous soyez en mesure de mettre en mouvement l'action publique devant le Tribunal Permanent des Forces Armées compétent, à l'encontre de Militaires de la Gendarmerie, coupables d'infractions commises dans le service du maintien de l'ordre.

Le 10 juin 1977, vers 16 heures, se sont produits des incidents violents, aux abords de la Mairie de SAINT JEAN DE BOISEAU (44), en présence du Maire de cette commune et du Docteur VILAINÉ, Mairie du PELLERIN (44).

Au cours de ces incidents, nos clients, Mademoiselle M. et Monsieur C. ont été blessés et ont dû être hospitalisés.

Le 15 juin 1976, plainte contre X.... était déposée, en raison de ces faits devant Monsieur le Doyen des Juges d'Instruction de NANTES avec constitution de partie civile, sur la base de l'article 186 du Code Pénal.

Deux avocats nantais viennent d'envoyer au Ministre des Armées - 14 rue Saint Dominique, 75007 Paris - une lettre dont nous extrayons les passages suivants:

Considérant que cette plainte visait des Militaires de la Gendarmerie Nationale, chargés de la surveillance et de la protection du registre d'enquête d'utilité publique en vue de l'implantation d'une Centrale Electro-nucléaire, sur la commune de PELLERIN et de CHEIX EN RETZ, Monsieur le Juge d'Instruction GUERIN VILLAUBREIL se déclarait, incompétent, puisque les faits visés par la plainte étaient imputés à des Militaires et s'étaient produits au cours d'une opération effectuée dans le cadre du service du maintien de l'ordre. Appel était enteyeté. La Chambre d'Accusation confirmait, le 8 octobre 1977, l'ordonnance d'incompétence prise, par le Juge d'Instruction de NANTES.

La Chambre d'Accusation de RENNES a en effet considéré que le 31 mai 1977 le Préfet de la Région des Pays de Loire avait requis le Général commandant la 3ème Région Militaire pour assurer le maintien de l'ordre et en particulier la protection des registres d'enquête déposés dans les Mairies, que par un document annexe à la réquisition, était désigné pour diriger les troupes sur place Monsieur CHAPLAIS, Chef d'Escadron, commandant le groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique. Alors que les violences s'étaient bien produites au cours d'une manifestation en relation avec l'implantation de la Centrale nucléaire, et ne pouvaient être imputables qu'aux Militaires de la Gendarmerie chargés du maintien de l'ordre. La Chambre d'Accusation a même rappelé qu'aux termes de l'article 61 du Code de Justice Militaire, les Militaires de la Gendarmerie restent justiciables des Tribunaux Permanents des Forces Armées pour les infractions commises dans le service du maintien de l'ordre. C'est pourquoi, il vous appartient, Monsieur le Ministre, d'exercer dans cette affaire l'action publique devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de manière à ce que les violences précédemment rapportées ne restent pas impunes.

réunion du

Le C.R.I.N. vous propose une réunion le

VENDREDI 10 FEVRIER 20,30 h
 à la Fraternité Protestante, rue Amiral Duchaffault, Nantes, afin de co-organiser une conférence de Presse et une manifestation la plus importante possible.

Rappel: il y a toujours 31 inculpés pour l'affaire de Saint-Jean de Boiseau. L'instruction languit. Un soutien financier est nécessaire (divers frais de dossier et d'avocats). S'adresser à l'APL, qui transmettra.

CRIN

simple histoire d'expulsion

Le Président: X.... vous êtes né en 1953 à Tlemcen, de nationalité algérienne. On relève à votre casier judiciaire deux condamnations pour coups et blessures et vol à 6 mois et à 10 mois d'emprisonnement (peines-confondues). Vous êtes depuis septembre 75 sous le coup d'un arrêté d'expulsion que vous n'avez pas exécuté. Vous êtes donc en situation irrégulière depuis plus de 2 ans.....

Vous êtes passé aux assises à Marseille....?

X.... pour homicide volontaire. Mais j'ai été acquitté.

Le Président: L'arrêté d'expulsion vous a été notifié à Marseille à votre sortie de prison? Vous avez été conduit au bateau et vous vous êtes échappé.... C'est bien ça?

X..... Non. J'avais reçu l'arrêté avant le jugement, quand j'étais encore en prison. A ma sortie, j'ai été conduit dans les locaux de la police, le commissaire principal a téléphoné et il m'a dit: "Y a rien pour vous concernant l'expulsion...." Alors je suis rentré à Nantes où je me suis mis, commerçant avec mon frère qui a une patente. On vend des fruits et légumes sur les marchés.

Le procureur: (complètement inaudible, expéditif) très grave.... condamnation..... prison..... ferme....????

L'avocat: C'est une situation peu courante. X.... acquitté aux assises, est pris en charge par la police à sa sortie de la prison des Baumettes. Recherches de la police: ils ne trouvent rien et le relâchent. Il revient à Nantes Sa bonne foi est totale: il vit depuis 76 au grand jour. Il n'a pas attiré l'attention des services police.

Il s'estimait en règle. Il y a une infraction formelle, puisque l'arrêté n'a pas été reporté, mais mon client n'a pas tenté délibérément de se soustraire.

L'arrêté d'expulsion est très dur.

X... n'a jamais connu l'Algérie il vit en France depuis qu'il a 7 mois. Il ne parle pas l'algérien.. Généralement, les arrêtés d'expulsion sont pris quelques mois seulement après une condamnation Ici, il a été pris plus d'un an après, sans doute en fonction du procès d'assises qui allait avoir lieu.... Mais mon client a été

ACQUITTER LES IMMIGRÉS
MAIS C'EST LA NEGATION
DE LA JUSTICE QUE
VOUS RECLAMEZ



acquitté....

Le Président: X.... pouvait opter pour la nationalité française. Pourquoi lui ou ses parents ne l'ont-ils pas fait?

L'avocat: Ses parents sont morts alors qu'il avait juste 9 ans. Et puis, il y a le problème des papiers perdus. X.... n'a plus d'état-civil. La mairie de Tlemcen a brûlé pendant les événements....

Mon client est détenu depuis le 1^{er} décembre. Je demande l'indulgence: s'il est libéré, la préfecture pourra prendre des mesures pour régulariser sa situation.

Le Président: X... pourquoi avez vous été contrôlé par les gendarmes? Vous aviez commis quelque chose de répréhensible...?

X....: Pas du tout. C'est un gendarme qui me connaissait depuis des années et qui a retrouvé mon nom par hasard en consultant des papiers à la préfecture. C'est le hasard....

JUGEMENT

Coupable d'infraction, mais circonstances particulières. Peine "de principe": 2 mois fermes pour couvrir la préventive.

A première vue, pas de problème. Une justice "sereine" et "clémentine", du bier huilé.... Seulement, on peut se poser quelques petites questions....

X... a tout de même passé 2 mois en tôle parce qu'un flic marseillais avait mal pris ses renseignements.

Et puis, l'administration française qui s'apprêtait, sur la seule foi que X.... allait comparaître devant un jury d'assises pour homicide volontaire, et sans même attendre le jugement, à l'expulser sans autre forme de procès....

X.... se serait retrouvé du jour au lendemain dans un pays qu'il ne connaît pas, dont il ne connaît même pas la langue, incapable donc d'y trouver le moindre emploi, et, le plus fort, sans même une "identité".....

LES PETITES SOURIS

CENTRES LECLERC



LES HANDICAPÉS, CA FAIT VENDRE...

UNE ACTION COMMERCIALE N'EST PAS AUSSI UNE "BONNE ACTION"...C'EST SEULEMENT UNE ACTION COMMERCIALE.

- 15 jours E.LECLERC=15 millions de "charité" pour les enfants handicapés, et 15 millions de publicité ...pour qui ?

- L'enfance handicapée n'est pas à vendre, ni à exposer. Elle fait partie intégrante de la population. A ce titre;, le gouvernement doit prendre ses responsabilités, et non se servir d'associations (Perce-Neige) pour masquer ses carences.

- L'ADAPEI (Papillons Blancs) préfère le marchandage plutôt que de s'affronter aux pouvoirs publics.

- Du 28 Janvier au 11 Février, Tchernia-Vedette et TV en prime ne seront pas des initiations innocentes, mais un matraquage de plus pour appâter votre porte-monnaie, par la biais de la corde sensible.

- En achetant chez E.LECLERC
- En participant au Gala, fin février,

CONSOMMATEURS
VOUS APPROUVEZ LES CARENCES DE L'ETAT ALORS QUE VOUS AVEZ DEJA PAYE (impôts, cotisations sécu, TVA).

LYCEE VIAL ça sac ...

Dans le dernier no. d'APL nous vous avons informé du fait qu'un professeur de Vial avait "falsifié" les dossiers scolaires présentés au bac. Ce n'est pas la seule chose que les élèves puissent lui reprocher. En effet, ce professeur s'est fait remarquer par ses méthodes autoritaires d'enseignements. Ses cours sont de véritables monologues ou toute intervention des élèves est interdite, toute critique venant des élèves entraînant des repréailles: au niveau des notes et des appréciations. L'interrogation d'un élève devient vite un interrogatoire.

Les élèves face à ces mesures sont vite angoissés à l'idée de subir ces interrogatoires (certains en sont même réduit à prendre des calmants...).

D'autre part, ce professeur s'est également fait remarquer par son comportement phalocrate: réflexions telles que: les julies (pour désigner les filles), les pipistrelles qui pianotent (ceci désignant les filles qui sont en section de secrétariat G 1); et ses gestes déplacés.



Au début de l'Année dernière, ce professeur avait déclaré quelques jours après la rentrée, que seulement quelques élèves passeraient en classe supérieure. Cette sélection s'est accentuée à la fin du premier trimestre ou, d'après lui, 8 élèves seulement entreraient en terminale, tout ceci s'ajoutant à la "falsification" des dossiers scolaires.

Nous avons, par un heureux hasard, en accès à nos dossiers et c'est ainsi que nous nous sommes aperçu que de nouvelles appréciations y avaient été portées, qui pour certains annulaient l'effet des premières. 7 élèves de notre classe ont été victimes de cette "falsification".

Le proviseur que nous avons été consulter, nous a proposé une solution que nous jugeons insuffisante: rajouter une note précisant que les appréciations portées dans les matières concernées l'ont été a posteriori alors que le professeur n'était plus responsable de la classe.

Nous voulons que les dossiers soient refaits par le professeur incriminé avec les appréciations initiales et que de justes sanctions soient prises contre lui. Devant le refus de l'administration, nous avons fait une campagne d'Information au niveau du Lycée et sur l'APL, puis une pétition que nous avons fait circuler dans VIAL que nous apporterons au rectorat. A ce jour, la situation stagne, mais toutefois la Section SGEN-CFDT du Lycée VIAL nous apporte son soutien en ce qui concerne les nouveaux dossiers scolaires, mais ne prend pas position sur la prise de sanction vis à vis du professeur.

Si les élèves avaient à tout moment la possibilité d'accéder à leur dossier scolaire, de tels faits ne se reproduiraient pas.

La T G 3 de VIAL

Les élèves de T G 3 de Vial se déclarent indépendants des propos tenus par le Comité Lycéen de Vial dans l'article du dernier numéro de l'APL.

SPARFEL veut imprimer sa politique à l'université...

S'il est certain que la peur de tout mouvement de grève en période électorale a aidé le président de l'université à remettre de deux mois la décision de centraliser ou pas les imprimeries de l'université, il est certain aussi que ce répit, assez facilement obtenu, va permettre à l'ensemble des personnels de préparer la suite de la bataille. Mais quelle bataille?

En plus de la suspension de la décision, la délégation a obtenu des engagements un peu contradictoires:

- Le président a dit que pour lui, la solution de centraliser s'imposait par son moindre coût mais a reconnu que les nécessités pédagogiques pouvaient rendre préférables les imprimeries décentralisées existantes.

- Il a admis la nécessité d'une concertation avec tous les intéressés (après avoir procédé unilatéralement jusqu'à présent).

- Il a admis que cette imprimerie centrale pourrait se trouver sur le campus (Petit Port) et non à l'université (Quai de Tourville).

Un mot d'ordre clair: Pas de centralisation des imprimeries. Pour eux raison toute simple et sans appel: même si cela coûte plus cher (ce n'est pas sûr), le fonctionnement pédagogique doit commander les moyens techniques et non l'inverse, et pour tout un tas de raisons (souplesse, facilité de contacts, de correction... etc.) il est plus simple, plus pratique et plus facile de travailler avec l'imprimerie au bas de l'escalier qu'à 5 km. On est sûr en plus de contrôler le contenu des documents.

Des revendications confuses: Plus de concentrations, pourquoi faire? pour montrer au président que les conclusions de son rapport technique ne sont pas évidentes? Pour lui montrer qu'à sa place on gérerait mieux (en prenant en compte le capital humain sans doute.)? Ramener l'imprimerie une fois centralisée sur le campus, quel intérêt? Sinon risquer de diviser les personnels entre ceux dont l'UER hébergera l'imprimerie et ceux qui en seront à 1 km.

L'Autonomie = l'auberge espagnole qui cache le rôle des conseils de gestion dans l'application de la politique d'austérité.

Cette décision unilatérale prise sans concertation violerait l'autonomie des UER. Que de litanies à l'A.G. du 19 janvier sur ce thème de l'autonomie, sans que jamais le contenu n'en soit précisé. Et pour cause, s'il →

manquait dans ces interventions plusieurs maillons à la chaîne, c'est que la gestion par les conseils (et les enseignants principalement) est une suite de capitalisations.

- Faut-il rappeler qu'il n'existe plus aucune autonomie administrative dans les UER de sciences et de lettres: l'organisation quotidienne, les dates d'examens, tout est géré centralement et presque aucune décision ne se prend sans que le président n'en soit informé (sur ces points, seule Droit et Sciences Economiques ont résistés, ce qui explique leur plus grande sensibilité au problème de l'imprimerie).

- Faut-il rappeler que face à la politique de Saulnier-Séité et de Sparfel, les conseils de gestion ont reculé presque chaque fois et surtout ont accepté les mécanismes qui faisaient d'eux (les conseils) les agents de la mise en oeuvre de



cette politique (pour augmenter son pouvoir, Sparfel e eu beau jeu d'utiliser les UER les unes contre les autres, les directeurs contre les conseils et les manipulations de toutes sortes... etc.).

- Faut-il rappeler qu'en 1976, au moment où les étudiants se lançaient dans la grève contre les 2^{ds} cycles, des UER de gôche,

avant toutes les autres, avaient déjà leurs maquettes de réforme prêtes à être proposées à Saulnier-Séité (sciences humaines par exemple).

Dès lors, on comprend facilement que la décision de centraliser l'imprimerie soit aujourd'hui dans la suite logique de cette faillite de l'action des enseignants gestionnaires et de leurs syndicats. Voilà à quoi a servi la participation dans les conseils: presque toujours à couvrir en dernier ressort la politique de Saulnier-Séité et de Sparfel et à légitimer la centralisation des décisions.

Voilà la faillite d'une ligne qui conduit les syndicats et le SnesSup en particulier à vouloir montrer qu'ils peuvent mieux gérer que le pouvoir, c'est-à-dire à n'être plus des syndicats mais le principal facteur d'ordre dans l'université depuis 1968.

2 Syndiqués Snesup

POUR QUELQUES PIONS DE PLUS ...

La Grève commencée le jeudi 26 janvier à l'appel de l'Intersyndicale (SGEN CFDT SNES FEN SNETP CGT (ouf!)) s'est poursuivie jusqu'au mardi 31 janvier à l'appel de l'A.G. des MISE soutenue par le SGEN CFDT.

- Les pions ont obtenus satisfaction: aucun licenciement avant la fin de l'année scolaire. Mais les circulaires rectoriales et ministérielles sont toujours en vigueur (cf. APL no. 16).

Mais o donc étaient passées les autres organisations syndicales responsables?

Des le vendredi 27, le SNES et le SNETP - CGT retiraient leur soutien aux MISE en grève et ne jugeaient pas utile de venir rendre compte à l'A.G. de l'entrevue de l'intersyndicale avec le recteur.

Emportés par leurs élans, SNES et SNETP CGT déclarent que "l'action engagée a fait reculer l'administration", condamnaient "la poursuite de la grève, tournent le dos aux intérêts des personnels concernés, présentés par des organisations extrasyndicales avec la complicité du SGEN CFDT et de l'U. D. F. O. (...)" (O F du 31.01.78).

Or, à ce jour, 54 pions étaient encore menacés de licenciements. Mais il était bien dit que les chemins des MISE et du SNES (mon pôvre Lucas) devaient se rejoindre et devinez où?

Au parc des expositions à la Beaujoire ou se tenait le Congrès National de la FEN.

L'A.G. des MISE voulait forcer le SNES à prendre position sur la reconduction de la grève et les 54 licenciements.

Ils n'eurent comme seule réponse de la part du SNES, par l'intermédiaire de Lucas (encore lui) un discours du style

- ne vous inquiétez pas
- on s'occupe de vous
- on va défendre les gens cas par cas
- vous vous mettrez en grève quand on vous le dira etc...

Ces manifestations intempestives des pions venaient troubler la sérénité du 30^{ème} Congrès de l'unité.

Le mardi soir, la FEN, prenant à contre pied la position d'un de ses syndicats (le SNES) intervenant auprès du Recteur.

Face à la détermination de l'A.G. des MISE, du soutien continu du SGEN-CFDR, de l'intervention on ne peut plus tardive de la FEN, on apprenait que tous les MISE étaient maintenus dans leur emploi.

Il n'empêche qu'on doit rester vigilant.

- les circulaires n'ont pas été abrogées.
- les problèmes des licenciements risquent de se poser à nouveau à la rentrée prochaine.

Des MISE

* LUCAS - Secrétaire académique du SNES



le SNES 44 fait des siennes ...

- Dans un texte diffusé lors du congrès de la FEN, le SNES 44 après avoir rappelé les motifs de la grève des MISE et s'être glorifié des succès obtenus, attaque violemment les organisations syndicales et l'A.G. des MISE qui ont décidé de poursuivre l'action.

... Certaines organisations syndicales ou comités ont cru bon de saisir cette occasion pour à nouveau mettre en cause l'existence des organisations syndicales, dénaturant systématiquement l'action en cours et appelant localement les MISE à poursuivre la grève. C'est l'attitude pour le moins surprenante du SGEN-CFDT pour qui la seule initiative s'était bornée à proposer 1 heure de grève. Celle du FOU et du courant UID l'a encore été d'avantage jusqu'au congrès de la FEN-44 le 22 janvier ces camarades se prononçaient contre la grève du 26 janvier. [C...]

Nous ne pouvons accepter que la FEN-44 se déchargeant de ses responsabilités soutienne les comités extrasyndicaux ultra minoritaires manipulés par des groupuscules politiques et leur permettre d'obtenir auprès du Recteur une audience et une représentativité que les personnels concernés ne leur accordent pas dans les faits. Et nous sommes convaincus que l'ensemble des surveillants comprendra que la défense de leur emploi passe par le renforcement de leur organisation syndicale. ...

C.P.N... et l'envers du décor.

A la suite de la publication du dossier "L'Envers du Décor" publié par un groupe de personnes soutenant une ancienne soignante des CPN (voir les extraits insérés dans APL no. 15 et 16) licenciée abusivement et à l'occasion de leur Assemblée Générale qui avait lieu dimanche 5 février le collectif soignant a adressé à la Presse une réponse au dossier dans laquelle ils revendiquent un fonctionnement autogéré. Ils ajoutent: "Il est reproché aux CPN très exactement toutes les

erreurs, difficultés, errements, mouvements de choix, puis abandon de ces choix, qui sont l'expression même d'un collectif en train d'élaborer ses propres conditions d'existence. Si cela est du totalitarisme, comment expliquer ces doutes, ces échecs aussi? Certes, voir l'envers d'un décor montre le bois des panneaux décoratifs et des ficelles. Mais est-ce nous qui inventons le théâtre de la vie, du jeu de la mort et de la folie, de la démocratie et de ses recherches?"



HISTOIRE DE FOUS

INTERVIEW D'UN PSYCHOLOGUE



APL - Comment la psychanalyse entre-elle dans l'hôpital psychiatrique?

R - La psychiatrie et la psychanalyse ne sont pas liées. Ce n'est qu'en 1950 que des thérapeutes vont découvrir que le langage psychanalytique (ses concepts) sert une description de la folie plus efficace, plus opératoire que la psychiatrie traditionnelle.

En fait, on découvre que les utilisateurs de la psychanalyse veulent renforcer le POUVOIR de "guérir", au besoin en s'imposant. Sous prétexte du "guérir", ils veulent arriver à gouverner, à commander un hôpital (structure pourtant ingouvernable).

Les introducteurs de la psychanalyse à l'hôpital sont:

- une partie des psychiatres
- mais aussi un nouveau groupe (les psychologues) au statut très récent; il a une formation universitaire en sciences humaines et non médicale. Ce groupe pousse l'introduction de la psychanalyse pour asseoir son propre pouvoir.
- les infirmiers, la psychana-

**VOUS DITES "OPPRESSE" ...
EXPLIQUEZ-VOUS,
MON VIEUX !**

lyse étant introduite dans leurs différents formations.

- le Médecin-Chef, qui est
 - psychanalysé
 - psychanalyste
 - directeur

Ils gardent dans ce cas là tous les pouvoirs qui leurs revenaient traditionnellement.

Dans la région, les psychiatres ayant introduit la psychanalyse ne sont pas plus d'un sur dix. Ceci dit, les autres ne sont pas homogènes et n'ont pas la même conception de la psychiatrie.

"A St. Jacques, il se pratique encore des électro-chocs, pas en très grand nombre, mais il y en a: 15 dans les 5 dernières années.

Il a des lobotomies, c'est à dire des opérations du cerveau. Une l'an dernier, en tous cas. Ça dépend beaucoup du médecin.

APL - La Psychanalyse et les psychologues sont apparus ensemble à l'hôpital?"

R - Effectivement, il n'y a pas seulement le psychanalyste qui est apparu, mais tous les "paramédicaux" avec toutes les méthodes de tests, d'entretiens, toutes les techniques psychologiques de groupe pour résoudre les conflits.

De plus, tout ça est passé sans décalage de l'université à la pratique dans les établissements. Ça a été réinvesti aussitôt - ça s'est repandu très vite.

APL - En quoi consistera le travail inspiré de la psychanalyse?"

R - Le travail consiste en ENTRETIEN INDIVIDUEL avec le malade. Les Psycho PRELEVENT le malade du groupe dans lequel il vit pour le faire parler. Ils vont REINTERPRETER CETTE PAROLE, ils vont lui faire subir un certain traitement, agir sur elle?

Les PARAMEDICAUX servent également à mettre en forme ce que l'infirmier rapporte du discours du malade, et introduisent des modes d'observation chez l'infirmier auprès du malade,

Ils introduisent une SELECTION un TRI dans l'observation, un TRI dans les attitudes à avoir auprès du malade. Il arrive même que les psychologues reprochent à l'infirmier de détruire la qualité du travail qu'eux ils ont en relation individuelle.

(Pendant que les psychos sont dans leur bureau, les infirmiers sont avec les malades dans leur vie quotidienne, 24/24 h).

L'introduction de la psychanalyse à l'H.P. ne vise pas à faire des cures psychanalytiques individuelles. Dans aucun établissement sur Nantes, un médecin psychanalyste ne prendra un malade en cure analytique. La seule pratique est la technique des entretiens individuels entre un psycho et un malade à un rythme régulier: qui dit CURE PSYCHANALYTIQUE dit ARGENT.

APL - Quelles sont les différentes tendances dans la psychiatrie? La psychanalyse sert-elle de clivage?

R - L'H.P. ne disparaîtra pas comme ça. La lutte se déroule entre

- l'H.P. Grosse structure
- Des petites structures très souples, ou les conflits (provoqués par la folie, par la nature des relations professionnelles et du malade) sont remodelés pour disparaître plus vite. MAIS à l'intérieur de ces unités grandes ou petites le conflit sur QU'EST-CE QUE LA FOLIE? demeure le MEME.

En gros trois positions très différentes:

- le fou, celui qu'on enferme, c'est le régime carcéral classique.
- le fou, est un individu qui peut se définir suivant un certain nombre de comportements et qu'on peut stabiliser. On décrit des normes pour cela.
- La folie est le symptôme d'un malaise social.

Il y a une minorité de soignants à parler ainsi.

APL - Est-ce que la psychanalyse est subversive?

R - Cui, dans le sens ou subversive ne veut pas dire progressiste mais dans le sens ou ça désenclave des comportements. La psychanalyse dit nettement qu'on peut concevoir le malade comme un ETRE PARLANT.

On met ainsi en évidence que dans la psychiatrie traditionnelle la fonction des différents soignants est justement de NE PAS ENTENDRE. Dans ce sens la psychanalyse est subversive, mais attention pas progressiste parce que:
LA PSYCHANALYSE S'EST ADAPTEE POUR NORMALISER CEUX QUI PERTURBENT.

La Psychanalyse a introduit l'écoute du malade, mais dans un but très précis qui est de pervertir totalement le discours pour pouvoir NORMALISER le fonctionnement.

La fonction essentielle de la machine, l'enfermement du fou, son isolement, sa marginalisation, la ségrégation, n'aura pas été déviée d'un pouce.

CUL & LIB

montages audio visuels

CULTURE et LIBERTES: Réalise et prête des Montages audiovisuel

D'une durée de 15 à 20 minutes, ils sont très faciles à manier (diapos et bandes magnétiques). Ils sont destinés à sensibiliser à une question et peuvent être une bonne façon de lancer un débat. Voici quelques titres qui peuvent être empruntés à Nantes:

- La pollution
- La Consommation
- L'Ecole et les travailleurs
- L'Evolution des moyens de production
- l'Histoire du mouvement ouvrier
- L'Emploi et le Chomage
- Les conditions de Vie des travailleurs immigrés (en français et arabe)
- Les élections législatives, etc...

Tous les jours de 16 h à 18 h
Le samedi di 10 h à 12 h
30, rue de la Boucherie
44000 - NANTES
tel. 71.35.24

TELE PROMOTION OUEST

derrière l'écran, la FNSEA organise manoeuvres et licenciements ..

Le syndicat de l'action technique et professionnelle agricole (SATPA) CFDT de Bretagne et des Pays de Loire dénonce les manoeuvres de la FNSEA-FR-SEAO pour dissoudre l'association régionale de Télé Promotion Rurale de l'Ouest, licencier le personnel, et ainsi s'approprier le temps d'antenne de "formation" du monde agricole.

On ne sacrifie pas des salariés pour des stratégies politiques: l'activité subsiste le personnel qui la réalise doit être maintenu dans son emploi.

Après le déplacement de la Chambre Régionale des Pays de Loire à Angers, la restructuration de la TéléPromotion Rurale n'est qu'un élément dans la stratégie de la FNSEA pour contrôler toutes les organisations professionnelles agricoles.

DANS CE CAS L'ENJEU EST DETAILLE PUISQU'IL S'AGIT DE L'ACCES A LA TELEVISION.

COMMUNIQUE SATPA
CFDT

SAHAROUÏ

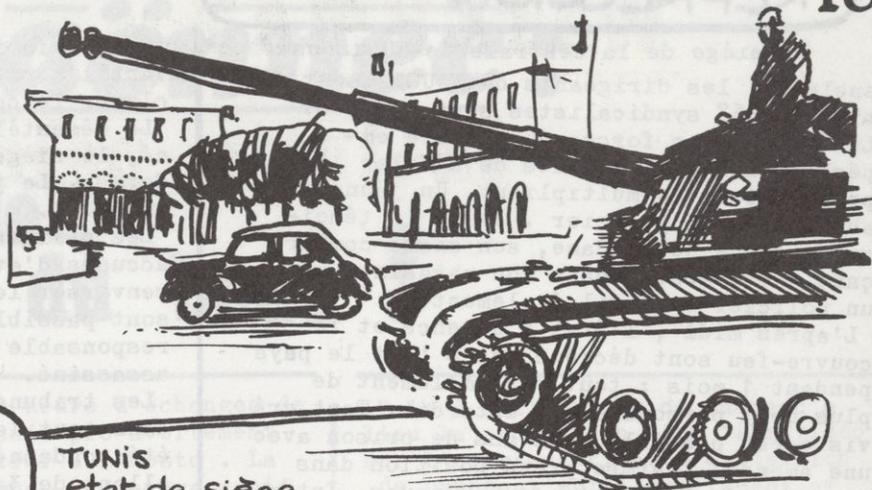
Vendredi 10 février 20.30 h à la M J C de Rezé Soirée d'Information sur le Sahara Occidental.

- montage diapositives et débat

organisé par le Comité de Soutien au Peuple Saharouï.



TUNISIE



DE LA CRISE A LA GREVE GENERALE

TUNIS
état de siège

La TUNISIE vient brusquement de basculer dans une situation tragique et sanglante. Cette soudaine crise prend ses racines dans un état de sous développement économique et social, triste bilan de 20 années de bourguibisme. L'aggravation de la crise actuelle s'inscrit dans la politique du pouvoir axée sur les privilèges accordés aux secteurs parasitaires tels la sous traitance et le tourisme international, au détriment de l'industrie lourde et de l'agriculture.

Dans le domaine agricole, secteur qui fait vivre 60% de la population, la concentration des terres aux mains des grands propriétaires fonciers s'est accélérée: ainsi 1,6% des exploitants possèdent aujourd'hui 1/3 des terres alors que 83% possèdent un autre tiers. Cette politique entraîne un exode rural massif vers les villes et l'étranger.

Dans le domaine industriel, produisant essentiellement pour l'exportation, la crise du capitalisme à l'échelle internationale a entraînée la fermeture d'usines, des licenciements.

Ainsi, le chômage s'est accentué, il atteint 40% de la population active, soit à peu près un million 500 MILLE chômeurs.

Ainsi, les grèves se sont multipliées ces dernières années, et ont gagné tous les secteurs de l'économie. Les chiffres suivants sont éloquentes

- en 1973, on a constaté 215 grèves qui ont mobilisé 18014 travailleurs.

- l'année 1977 a été marquée par une série de grèves dont les plus importantes . grève de 3 jours des 12000 mineurs de GAFA en novembre.

. grève du complexe sidérurgique de MENREL BOURGUIBA

. grève des ouvriers de SOGITEX à KSAR HELLAL. Cette grève a été déclenchée le lundi 10 octobre pour protester contre les licenciements (le nombre des ouvriers est passé de 1450 en 75 à 900 en 77) .

Le 12 oct. les forces de la répression BOP interviennent, utilisant des bombes lacrymogènes, et les chiens... La population de KSAR HELLAL s'est mobilisée scandant des mots d'ordre tels que "un colonialisme est parti, un autre est arrivé ." Le jeudi, une grève générale est observée dans la ville (usines, cafés, commerces, écoles) par solidarité avec les travailleurs de SOGITEX .

Les BOP ne pouvant plus briser le mouvement, le pouvoir fait intervenir l'armée, et c'est la répression sanglante: l'hôpital de MONASTIR regorge de blessés, il y aurait même des morts .

Des centaines de personnes sont arrêtées

Le mouvement de solidarité s'est étendu à d'autres villages: LAMTA, SAYADA, BOUHJER, etc Un rassemblement a eu lieu à MOKNINE .

Toutes ces luttes confirment la volonté des masses populaires à arracher leurs justes revendications :

- augmentation des salaires
- respect des statuts: dans les entreprises: conventions collectives
- droit à la sécurité sociale
- prime de panier
- réduction de la semaine de travail qui est de 48 H
- amélioration des conditions de logement (électricité, adduction d'eau).

Les licenciements de syndicalistes se multiplient. Le parti "socialiste" destourien au pouvoir essaie d'installer des cellules professionnelles dans les usines pour contrecarrer le travail syndical, et monter les travailleurs contre leurs syndicats. Le "PSD" organise et arme des milices (2 à 3000) Et une nouvelle étape est franchie dans la répression.

Les organes de presse officielle, déclenchent une campagne de presse contre l'UGTT et les syndicalistes. Les milices attaquent et saccagent les sièges des bureaux de l'UGTT: KAIROUAN, SOUSSE, GAFSA, SFAX.... Les menaces de mort contre les syndicalistes se multiplient un climat de terreur règne en TUNISIE.

Face à cette situation, l'UGTT convoque son conseil national les 8,9,10 janvier une motion condamnant la politique économique et sociale du pouvoir, et les atteintes à la liberté.

Le conseil national demande également à certains membres de la direction, notamment au secrétaire général ACHOUR de démissionner du bureau politique du PSD, ce qu'il fera sur le champ. Il est à signaler que les démissions du PSD de syndicalistes se sont multipliées depuis un an.

Le principe d'une grève générale (la 1^{ère} depuis l'indépendance) est également adopté au cours de ce conseil.

Le pouvoir continue sa fuite en avant: un dirigeant syndicaliste est arrêté à SFAX: motif: diffamation contre le parlement au cours du conseil national (propos tenu en privé et révélé par le vol d'un document: le procès verbal du conseil national de l'UGTT)

Face à cette situation, l'UGTT forte de 500.000 mille adhérents appelle à une grève d'avertissement pour le 26 janvier. Déjà le 24 et 25 jan. des provocateurs (payés 100 F) à la solde de la police, créent des incidents.

Le siège de la centrale de TUNIS est enclercé, les dirigeants de l'UGTT sont bloqués, 68 syndicalistes sont arrêtés. Le 26 jan. les forces de l'ordre empêchent les manifestants de défilier. Les provocations se multiplient. Un jeune est abattu par un policier. Selon le témoignage d'une jeune dame, son oncle commerçant a été abattu dans son magasin par un policier en civil également.

L'après midi, l'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés dans tout le pays pendant 1 mois; tout rassemblement de plus de 3 personnes est interdit. Tout grève est passible de 2 ans de prison avec une amende. L'armée prend position dans les rues de TUNIS et ses banlieues. Intervention des chars dans les zones industrielles. L'armée a le droit de tirer sur toute personne qui ne se conforme pas à ces ordres.

Les dernières informations font état de 250 morts à TUNIS, 1 millier de blessés, 1 millier d'arrestations.

Tous les syndicalistes qui ont participé au conseil national sont arrêtés. A GAFSA GABES, KAIROUAN, des victimes sont tombées. Le corps des victimes ne sont pas encore remis à leurs familles LE lundi

30, 50 familles se sont rassemblées devant l'hôpital CHARLES NICOLE pour réclamer le corps de leurs parents.

Le démentèlement de la centrale est amorcé, le siège de la centrale à TUNIS est fermé. Le journal de l'UGTT ECHAAB Est interdit.

Les dirigeants de la centrale syndicale accusés d'avoir monté un complot pour renverser le régime sont en prison. Ils sont passibles de la peine de mort. Le responsable des mines de GAFSA aurait été assassiné.

Les tribunaux commencent à fonctionner dans tout le pays. 70 syndicalistes ont été condamnés le 30 jan. 78 à des peines allant de 3 mois à 2 ans de prison ferme.

Le pouvoir destourien, de plus en plus isolé, cherche aujourd'hui à éliminer tous les syndicalistes, et à vider la centrale de tous les militants conséquents. Il vise à faire de l'UGTT une simple courroie de transmission des directives du PSD et de l'état.

Face à cette situation, les organisations UGET CSP, CIDVRT, CGT, CFDT FO, dénoient la répression qui s'abat sur les syndicalistes, les travailleurs et le peuple tunisien, appuient la juste lutte des masses populaires.

IRAN

des prisonniers en danger

Selon nos informations dignes de foi, un danger sérieux menace la vie des écrivains et artistes iraniens en prison :

HESSAM HASSAN écrivain, YALFANI MOHSEN acteur et auteur de pièces KHAKSAR NASSIME écrivain, RHAMANI NEJAD NASSER metteur en scène, DARVICHIAN ALI ASHRAF écrivain et traducteur.

L'état de santé de Hessam Hassan est très grave, à la suite des tortures par le choc électrique. La situation de DARVICHIAN est dangereuse, à la suite de son transfert, au centre principal de torture et à la prison de "Evine". Les tortionnaires ont menacé de l'exécuter comme si c'était le sort du groupe DJAZANI *

Ces nouvelles alarmantes vont démentir formellement les rumeurs selon lesquelles "il n'y a pas de torture actuellement dans les prisons du Chah".

Les manifestations, et les fusillades sur les religieux à Ghom, Mashhad et d'autres villes début janvier, les massacres de dizaines de patriotes dans les rues, les arrestations de centaines d'opposants ont mis fin à la démagogie du régime, qui a libéré des centaines de prisonniers politiques, sous la pression de l'opinion mondiale.

Le voyage de CARTER en IRAN, et la concession accordée par le Chah aux USA pour mieux piller les richesses

nationales ont assuré le Chah de poursuivre sa politique de terreur.

Nous appelons toutes les organisations internationales juristes, les partis et syndicats progressistes, les intellectuels, artistes de la presse française de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauver la vie des artistes prisonniers iraniens.

Les artistes et écrivains iraniens et les représentants conscients des autres classes et couches sociales iraniennes; qu'ils soient religieux combattants, démocrates ou marxistes, luttent inlassablement pour assurer les droits démocratiques, inscrits dans notre constitution, et la Déclaration des droits de l'homme, c'est à dire que le peuple d'IRAN réclame les droits élémentaires à son existence.

La solidarité agissante des démocrates du monde entier, et les vrais partisans des Droits de l'homme peut renforcer la lutte émancipatrice du peuple iranien.

* Le groupe DJAZANI (9 patriotes combattants) qui passait de longues années en prison, a été exécuté en prison par l'ordre du Chah. Les journaux officiels annonçaient d'une façon mensongère qu'ils envisageaient de s'évader c'est pourquoi ils auraient été abattus par les gardiens de la prison.

ORGANISATION DE LA JEUNESSE ET DES ETUDIANTS IRANIENS (section française)



manif à laënnec :

beaucoup de monde... ...mais pas que du beau !

Une manif. pour l'obtention de l'ouverture d'un 2ème centre d'avortement-contraception était appelée Samedi 4 fev. à 14H30 devant l'hôpital Laënnec, par un collectif comprenant la C.S.C.V.* le CNTS*, le Planning, la Ligue des Droits de l'Homme, le SMG*, et de nombreux groupes femmes*.

encore eux!

A 14H une manif. d'environ 300 personnes de LAISSEZ LES VIVRE était déjà en place, mêmes affiches, mêmes banderolles, mêmes têtes que l'année dernière à la manif. devant le centre St Jacques. Beaucoup de jeunes mecs, le cheveu court, l'imper kaki de circonstance, et le casque à la main. Des bagnoles immatriculées en région parisienne, 35, 37. Le directeur de l'hôpital, LACIRE, est déjà sur place, visiblement inquiet.

face a face

Petit à petit, l'autre manifestation (la bonne) se constitue. On finit par être environ 400 à 500 visiblement un peu surpris, par la présence de l'extrême droite. Environ 1H de face à face sous la pluie. La direction de l'hosto veut nous faire entrer, une salle est mise à notre disposition pour la projection des films prévus. Visiblement elle craint l'affrontement.

Certains médecins et internes de l'hosto sont là, visiblement hostiles.

Un agrégé de chirurgie cardiaque hostile au remboursement de l'avortement par la sécurité sociale "Vous êtes toutes des assistés, quand je fais l'imbécile avec ma femme, est-ce que je demande à la société de me prendre en charge" Sa solution, souscrire à des assurances automobiles; en cas de pépin, elle vous rembourse!

* C.S.C.V. : confédération syndicale du cadre de vie

* C.N.T.S. : collectif national des travailleurs sociaux

* S.N.G. : syndicat de la médecine générale.

* groupes femmes : Santé, avortement - contraception, Maternité, Femmes travailleuses en Lutte, Nantes - Nord, Etudiantes.

Au bout d'une heure d'échanges de slogans, la manif pro-avortement décide de rentrer à l'hosto. La direction demande à l'autre manif de ne pas entrer. Ils demandent alors à leurs troupes de se disperser, ce qu'ils font. Discipline discipline, quand tu nous tiens. Quelques zozos en kaki n'arrivent pas quand même à se retenir de nous foncer dessus en bagnole. Les manifestants répondent un peu, mais c'est solide la carrosserie d'une 203!



Puis à l'intérieur de Laënnec a lieu la projection d'un film vidéo sur l'avortement, et l'exposition de panneaux sur l'avortement et la contraception.

1 bouteille = 2 nanas

Pendant ce temps, un groupe d'une vingtaine de personnes décide de rendre visite à la salle de garde des internes, haut-lieu du sexisme carabin. D'emblée, un slogan peint sur le mur d'entrée donne le ton "Les invités ne sont admis qu'avec 1 bouteille ou 2 femmes. A l'intérieur, des murs couverts de dessins de phallus, une fresque représentant un saloon avec des cows-boys à poils se servant de leurs bittes de 3m de long pour touiller dans leurs verres, jouer de la guitare, ou enculer des femmes. Au milieu de ce décor l'interne de garde regardait le match à la télé, avec whisky et cacahuètes salées; visiblement, on le dérangeait. Vert de rage, il a essayé de s'opposer aux envahisseurs " Je suis le président de cet internat, c'est un lieu privé, vous ne rentrez pas." Il ne faisait pas le poids, alors il s'est taillé. Des slogans ont été bombés sur tous les murs. La fresque dont l'internat de Laënnec est si fière depuis des années est irrémédiablement foutue. Pour finir, la manif s'est balladée jusqu'à ZOLA, puis s'est dissout



calendrier

MARDI 7 FEVRIER

- manif Archi Plateau Piétonnier
- Jean Kergrist au Centre Socio-culturel de Port Boyer.
- St Nazaire : " La vie au féminin "
" Petites têtes grandes surfaces "
M.J.E.P. 21h.

MERCREDI 8 FEVRIER

- 20h30 Réunion de l'association "Evid Diwan"
C.N.C.C. 52 rue du Marchix.
- Jean Kergrist, Centre Socio Culturel du Breil Malville.

VENDREDI 10 FEVRIER

- St Nazaire, M.J.E.P. Ciné Femme
"Mais qu'est-ce qu'elles veulent "
Film de Coline Serreau.
- Nantes, 20h30 Réunion du C.R.I.N.
Fraternité Protestante, rue Ad. Duchaffault.

SAMEDI 11 FEVRIER

- M.J.E.P. St Nazaire Musique
" Djamchid Chemirani "
- au Celtic à St Nazaire
"Jeanne Dielman"

SAMEDI 11 et DIMANCHE 12 FEVRIER

- Ecologie 44 " L'impasse nucléaire et ses alternatives" Bourse du travail
rue Arsène Leloup.

MARDI 14 FEVRIER

- St Nazaire, M.J.E.P. , Ciné Femmes
" Sous Les pavés la plage"
- Nantes, 20h30 , Boycott de la coupe du Monde
de football "
Réunion à la Fraternité, rue Admiral
Duchaffault.

sommaire

DIVERS

- Page 2 - Grève en Archi (suite)
- Cession de formation des
travailleurs de l' agriculture
- Page 3 - Boycott - la coupe est pleine -

OUVRIERS

- Page 4 - Waterman, la lutte paye
- Page 5 - Pub nucléaire à l'usine
- PTT , des primes hierarchisées
- Page 6 - Les p'tits navires
- Les pompiers au feu rouge
- Garages, réparations gratuites

JUSTICE

- Page 7 - Inculpez les flics
- Page 8 - Une simple histoire d'expulsion

QUARTIERS

- Page 8 - Centre Leclerc: Profit= Handicapés

ECOLE

- Page 9 - Vial, ... Ca sac
- Page 9-10- Sparfel veut imprimer sa politique
à l'université
- Page 10 - Pour quelques pions de plus...

SANTE

- Page 11 - CPN et l'envers du décor
- Page 11-12- Interview d'un psychologue

INTERNATIONAL

- Page 13-14- Tunisie: de la crise à la grève
générale
- Page 14 - Iran : des prisonniers en danger

FEMMES

- Page 15 - Manif à Laënnec

ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 25 F Soutien : 40 F
Un semestre : 24 numéros : 50 F Soutien : 80 F
Un an : 48 numéros : 100 F Soutien : 150 F

NOM : Prénom :

Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest**
et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES